

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES**

**(C.C.T.C)**

**Marché n°2025-05**

**Accord Cadre travaux**

**Acheteur – Maître de l'ouvrage :**

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Lille-Douai  
2 rue d'Iena  
59000 Lille

Adresse postale :  
125 Rue Saint Sulpice  
CS 20821  
59508 DOUAI CEDEX

Représentée par Madame Carole Grard – Directrice

**Date et heure limite de réception des offres (DLRO) : 03/02/2026 à 12h00**

## Sommaire

1. OBJET DU MARCHE.....	4
1.1 Objet du CCTC.....	4
1.2 Objet de la prestation .....	4
1.3 Lieu d'exécution .....	4
1.4 Parties contractantes .....	4
1.5 Structure et forme du marché .....	4
1.6 Connaissance des lieux .....	5
1.7 Normes et règlements.....	5
1.8 Documents techniques de référence .....	5
1.9 Définition des prestations.....	6
1.10 Produits et échantillons .....	6
1.11 Qualité et mise en œuvre des matériaux .....	7
1.12 Répartition des dépenses communes de chantier.....	7
1.13 Ordres de service.....	8
1.14 Interruption pour intempéries .....	8
1.15 Ouvrage cachés ou provisoires .....	8
1.16 Mise à disposition d'ouvrages .....	9
2. DEVELOPPEMENT DURABLE .....	9
1.1.....	9
2.1 Obligations générales .....	9
2.2 Exigences environnementales et durables sur les produits matériaux et équipements.....	9
2.3 Perturbateurs endocriniens.....	9
2.4 Diagnostic sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets .....	9
2.5 Gestion des déchets .....	10
3. PROTECTION DES TRAVAILLEURS .....	10
3.1 Lutte contre le travail dissimulé.....	10
3.2 Protection de la main d'œuvre .....	10
4. OBLIGATIONS LIEES A L'HYGIENE ET LA SECURITE .....	10
4.1 Mesures de sécurité.....	11
4.2 Hygiène et sécurité de chantier .....	11
4.3 Travaux en hauteurs .....	11
4.4 Plan de prévention .....	11
5. RESPONSABILITE DU TITULAIRE .....	11
5.1 Considérations générales .....	11
5.2 Consignes relatives à l'exécution des travaux.....	12
5.3 Etat des lieux.....	12
5.4 Information et conseil en cas d'identification de non-conformités .....	12
5.5 Exécution des travaux.....	12
5.6 Amiante .....	12
5.7 Travaux en site occupé.....	13
5.8 Exécution des travaux bruyants ou contraignants .....	13
5.9 Exécution des travaux insalubres .....	13
5.10 Travail nocturne et dimanche.....	13

5.11	Echafaudages et agrès .....	13
5.12	Garantie de continuité des prestations .....	13
5.13	Présence du Titulaire sur le chantier .....	14
5.14	Rendez-vous de chantier .....	14
5.15	Enlèvements des gravois .....	14
5.16	Repliement du chantier et remise en état des lieux.....	14
5.17	Nettoyages de chantier .....	15
6.	DEGRADATIONS ET DOMMAGES .....	15
6.1	Dégradations causées aux voies publiques .....	15
6.2	Réparation des dommages.....	15
7.	OBLIGATION RELATIVES AUX DOCUMENTS DU CONTRAT .....	15
7.1	Autorisations administratives .....	15
7.2	Etudes d'exécution.....	15
7.3	Délais de remise des documents.....	15
7.4	Documents à fournir.....	15
7.5	Documents fournis après exécution des travaux.....	16
7.6	Déclaration des incidents survenus .....	16
8.	CONTROLES, RECEPTION ET GARANTIE .....	16
8.1	Contrôles et essais.....	16
8.2	Vérification quantitative.....	17
8.3	Réception .....	17

# 1. OBJET DU MARCHE

## 1.1 Objet du CCTC

Le présent Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC) a pour objet de décrire les prestations de cet accord-cadre. Il a pour vocation d'indiquer au Titulaire de chaque lot les exigences de réalisation ou contraintes d'exécution qui s'ajoutent aux obligations et dispositions réglementaires définies par les normes et les DTU (Document Techniques Unifiés) en vigueur au moment de la réalisation des travaux.

## 1.2 Objet de la prestation

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Accord-cadre travaux

Les prestations sont réalisées pour le Maître d'Ouvrage **CPAM de Lille Douai**, représenté par Carole Grard Directrice qui assure la maîtrise d'Ouvrage.

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de travaux divers à effectuer dans le cadre d'entretien, réparation, rénovation ou modifications de bâtiments de la CPAM de Lille Douai.

Les différents travaux à réaliser sont, à titre d'exemple :

- Mise en conformité des locaux et des installations (levées des réserves liées aux contrôles périodiques),
- Demandes d'intervention émises de façon ponctuelle et aléatoire,
- Travaux de modifications ou de rénovations.

## 1.3 Lieu d'exécution

La CPAM de Lille Douai a en charge le patrimoine immobilier :

- site de Lille

2 rue Iena

59000 LILLE

- site de Douai

125 Rue Saint Sulpice

59508 DOUAI,

## 1.4 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

Maîtrises d'Ouvrage :

La maîtrise d'Ouvrage est assurée par la CPAM de Lille – Douai, représentée par Carole Grard la Directrice

Adresse et coordonnée :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Lille-Douai  
2 rue d'Iena  
59000 Lille

Adresse postale :  
125 Rue Saint Sulpice  
CS 20821  
59508 DOUAI CEDEX

Courriel : [MARCHES.cpam-lille-douai@assurance-maladie.fr](mailto:MARCHES.cpam-lille-douai@assurance-maladie.fr)

**Représentant technique maîtrise d'Ouvrage** : Le Responsable Adjoint du département administration générale.

## 1.5 Structure et forme du marché

Les typologies de travaux qui seront à réaliser dans le cadre du présent marché sont détaillées dans des clauses spécifiques du lot concerné selon l'allotissement suivant :

Indications	Durée	Montant € HT
Lot 1 Travaux électrique : courants forts – courants faibles		
Montant estimatif	4 ans	430 000.00 €
Montant maximum	4 ans	800 000.00 €
Lot 2 Travaux aménagements intérieurs, démolitions, cloisonnements, isolation, plafonds, menuiseries		
Montant estimatif	4 ans	1 400 000.00 €
Montant maximum	4 ans	3 000 000.00 €
Lot 3 Travaux de revêtement sols et murs, peintures		
Montant estimatif	4 ans	580 000.00 €
Montant maximum	4 ans	1 000 000.00 €
Lot 4 Travaux de plomberie - sanitaire		
Montant estimatif	4 ans	100 000.00 €
Montant maximum	4 ans	400 000.00 €
Lot 5 Travaux de voirie réseaux divers enrobée dallage terrassement revêtements extérieur bordure marquage		
Montant estimatif	4 ans	100 000.00 €
Montant maximum	4 ans	200 000.00 €

### 1.6 Connaissance des lieux

Pour toute opération, le Titulaire doit effectuer toutes reconnaissances approfondies sur place, avant remise de leur offre. Celle-ci tiendra compte de toutes les sujétions nécessaires à la parfaite et complète finition des ouvrages envisagés

Les adresses des titres d'exécution sont indiquées au paragraphe 1.3 du présent document.

Les reconnaissances auront pour but non seulement de constater l'état des lieux, mais également la configuration générale des locaux et accès, étant entendu que toutes précautions et protections seront dues pour garantir la sécurité des occupants et des tiers.

En conséquence de ce qui précède, le Titulaire déclare connaître les lieux où les ouvrages seront exécutés et ne pourra élever ultérieurement aucune réclamation ou demander aucun supplément pour difficultés d'accès ou tout autre motif.

### 1.7 Normes et règlements

L'exécution devra être conforme à tous les décrets et normes publiés au moment de la réalisation du chantier.

Le prix remis par le Titulaire s'entendra conforme à toutes les normes et décrets publiés au jour de la remise des prix.

Si pendant la réalisation des travaux, de nouveaux règlements ou normes entraient en vigueur, le Titulaire devra effectuer les modifications nécessaires, de manière à livrer à la réception, des installations conformes aux dernières dispositions.

### 1.8 Documents techniques de référence

Les travaux seront exécutés conformément aux Règles de l'Art et à la réglementation générale de la construction, prescrites par les textes pris en application de l'article L111.3 du Code de l'Urbanisme telle qu'elle se trouvera en vigueur au moment de la signature du marché.

En particulier, les travaux exécutés et les matériaux utilisés seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les documents suivants :

- Des normes françaises homologuées par l'AFNOR,
- Des documents techniques unifiés (DTU) et de leurs additifs publiés par le C.S.T.B.
- Des prestations et spécifications techniques du R.E.E.F.
- Des prescriptions et exigences de stabilité au feu des matériaux (M2 minimum)

- Des règlements de sécurité contre l'incendie,
- Du Règlement Sanitaire Départemental,
- Du Code du Travail,
- Des cahiers de Recommandations Techniques relatives aux constructions scolaires du Ministère de l'Education Nationale,
- Tous les Décrets, Arrêtés et Circulaires en vigueur et notamment :
  - L'arrêté du 11 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP),
  - Les Arrêtés des 04 juin 1982 et 13 janvier 2004 modifiés (complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public),
  - Décret n°92-158 du 20 février 1992 et son arrêté du 19 mars 1993 (fixant, en application de l'article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention),
  - Décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 ainsi que l'arrêté du 26 février 2003 (relatif aux circuits et installations de sécurité),
  - Décret n°95-1081 du 3 octobre 1995 (Décret relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension).
  - Décret du 1<sup>er</sup> septembre 2004 relatif à l'utilisation d'équipements de travail mis à disposition pour des travaux en hauteur, article R 233-13-20
  - Norme EN ISO 14 122-3

Les documents ci-dessus, bien que non joints au présent D.C.E., sont réputés parfaitement connus des parties contractantes qui leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

**Nota :** Le Titulaire est tenu de signaler au Maître d'Ouvrage toutes contradictions entre les documents cités ci-dessus et les pièces concernant le présent projet.

### **1.9 Définition des prestations**

Les prestations comprennent notamment :

- Les relevés sur place et les plans d'exécution.
- Les heures de nuit et de week-end éventuel.
- La fourniture, le transport à pied d'œuvre, la mise en œuvre de tous les matériaux et matériels nécessaires à cette mise en œuvre suivant le programme prévu au C.C.T.P. sans qu'il soit possible d'invoquer une mauvaise interprétation du dossier de consultation
- La dépose et l'enlèvement des équipements et matériels existants et remplacés.
- La conduite et la surveillance des travaux jusqu'à réception des ouvrages
- La réfection des ouvrages défectueux, défaillants ou insuffisants, constatés en cours d'exécution et à la réception des travaux.
- La protection des locaux, des appareils et des installations existantes jusqu'à réception contre tous les incidents de chantier.
- L'enlèvement des gravois, déchets et emballages.
- Le nettoyage en cours et en fin de travaux.
- Les réunions de chantier

### **1.10 Produits et échantillons**

Les C.C.T.P. définissent pour certains matériaux et matériels, un modèle de référence et autorise la fourniture de produit qualifié équivalent.

Les produits référencés dans les C.C.T.P. sont indiqués afin que le Titulaire puisse établir une base de prix correspondant aux objectifs performanciers et d'aspects exigibles.

Les marques de matériaux et produits indiqués dans le C.C.T.P. sont données à titre indicatif. Elles ont été choisies en référence, soit pour leurs caractéristiques techniques, leur comportement au feu, leur aspect ou leurs qualités. Les entreprises pouvant proposer toutes autres marques a qualités et caractéristiques comparables, lors de la remise des offres en joignant les références des produits ou matériaux qu'il se propose d'employer ainsi que les fiches techniques correspondantes par prestation. Tous produits ne faisant pas l'objet d'un avis technique ou n'étant pas couvert par une assurance, ne pourra être pris en considération.

### **1.11 Qualité et mise en œuvre des matériaux**

Suivant l'article 23 du C.C.A.G. tous les matériaux seront de la meilleure qualité et mis en œuvre suivant les règles de l'art.

Les produits mis en œuvre seront conformes aux normes en vigueur et comporteront le marquage CE sauf impossibilité justifiée. Les types et marques de matériaux employés devront être courants et reconnus sur le marché.

Les consultations définissent les éventuels compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG, CCAP, CCTC et CCTP. Concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'Ouvrage et le Titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le Maître d'Ouvrage.

Dans le cas de la maintenance de certaines installations, pour des raisons de compatibilité ou de cohérence d'aspect, lorsque le remplacement à l'identique est préconisé, le recours à des produits, matériels ou matériaux particuliers est nécessaire. Le Titulaire a toutefois la possibilité de proposer d'autres produits, matériels ou matériaux de qualités équivalentes sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage qui appréciera l'équivalence.

Les produits, matériaux et équipements sont également soumis à des exigences environnementales définies à l'article 2 du présent C.C.T.C.

Le Titulaire est tenu de mettre à la disposition du Maître d'Ouvrage les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Le Titulaire suivra les prescriptions des fabricants concernant notamment la manipulation, le stockage et la mise en œuvre de tout produit.

Tous les matériaux défectueux et/ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante seront refusés par le Maître d'Ouvrage.

En complément, le Titulaire devra demander à la CPAM de Lille Douai de définir le choix des coloris avant toute commande. Elle ne pourra arguer de retard si sa commande n'a pas été faite assez tôt (en fonction des délais de livraison des fabricants et des dates de mises en œuvre).

### **1.12 Répartition des dépenses communes de chantier**

Le cas échéant, les dépenses communes de chantier sont organisées et supportées par le lot PRINCIPAL de l'Opération.

Les dépenses dont la nature est indiquée ci-après sont réputées rémunérées par les prix du marché avec le Titulaire du lot indiqué :

#### **Dépenses d'investissement :**

- Etablissement du panneau d'affichage du permis de construire.
- Etablissement des clôtures et des panneaux de chantier.
- Etablissement du piquetage du chantier.
- Installation d'éclairage et de signalisation pour le chantier.
- Installations communes de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires, réfectoire, infirmerie) en fonction de la réglementation et de l'effectif du personnel TCE.
- Installations de gardiennage du chantier.
- Exécution des branchements provisoires d'égouts.

- Exécution des voies d'accès provisoires d'eau et d'électricité.
- Installation et entretien du réseau provisoire intérieur d'eau potable (hors gel).
- Installation et entretien du réseau provisoire intérieur d'électricité.

#### **Dépenses de fonctionnement :**

- Les charges temporaires de voirie et de police.
- Les frais de gardiennage du chantier, d'ouverture et de fermeture provisoire des bâtiments.

#### **Pour le nettoyage du chantier et la gestion des déchets :**

- Enlèvement des déblais stockés, de leur transport aux décharges publiques.
- Mise en place des bennes et de la clôture du site accueillant ces équipements.

#### **Chaque Titulaire a la charge :**

- De laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- De l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par l'acheteur sur proposition du Titulaire.
- Du nettoyage, de la réparation, de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées et du remplacement de tout matériel dérobé.
- De la gestion matérielle de ses propres déchets de chantier : tri, collecte, transport, stockage, évacuation, remise au Maître d'Ouvrage des constats d'évacuation des déchets.

#### **Les dépenses diverses indiquées ci-après font l'objet d'une répartition forfaitaire :**

- Consommation d'eau, d'électricité, de téléphone et photocopieur.
- Chauffage des locaux.
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.
- Frais de répartition et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, lorsque l'auteur n'est pas déterminé.
- Toutefois, les fournitures et matériels présentant un caractère particulièrement onéreux demeurent jusqu'à la réception aux risques exclusifs du Titulaire chargé de leur mise en œuvre.
- Le Titulaire du lot principal procède au règlement des dépenses visées ci-dessus, mais il peut demander des avances aux autres Titulaires. Il effectue en fin de chantier la répartition des dépenses, à proportion des montants finaux des contrats.

#### **1.13 Ordres de service**

Les bons de commande fournis au Titulaire valent ordres de service. Le Titulaire en accuse réception datée.

#### **1.14 Interruption pour intempéries**

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du C.C.A.G. Travaux.

Pour faire valoir une prolongation de délais, le Titulaire devra faire une demande par email à destination du Maître d'Ouvrage.

#### **1.15 Ouvrage cachés ou provisoires**

Les ouvrages cachés ou provisoires ne pourront être modifiés ou recouverts avant établissement d'un constat contradictoire en présence de l'acheteur. Il appartient au Titulaire d'informer l'acheteur du constat à réaliser avec un préavis raisonnable (minimum 24 heures), en fonction de l'avancement des travaux. Le service doit répondre par écrit, s'il décline cette proposition de constat.

En cas de non-respect de cette disposition :

- par le Titulaire, les frais engendrés pour permettre la réalisation ultérieure de ce constat seront à sa charge ;
- par le service bénéficiaire, les frais engendrés devront être supportés par le service.



### **1.16 Mise à disposition d'ouvrages**

Conformément à l'article 43 du C.C.A.G. Travaux, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de disposer des ouvrages non encore achevés.

## **2. DEVELOPPEMENT DURABLE**

### **2.1 Obligations générales**

Le marché comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Le Titulaire s'assure de respecter ces obligations environnementales à son niveau comme pour ses sous-traitants.

### **2.2 Exigences environnementales et durables sur les produits matériaux et équipements**

Le Titulaire devra proposer des matériaux et équipements respectant une qualité environnementale et durable. Cette qualité des fournitures pourra être appréciée comme critères d'analyse dans le cadre de la consultation. Elle pourra être une exigence au titre des consultations par voie de bon de commande.

Tous les matériaux visés par une interdiction réglementaire sont proscrits.

Les matériaux recyclables, réutilisables ou valorisables seront privilégiés.

A ce titre, le Titulaire devra utiliser, dès lors qu'ils existent, des matériaux et équipements marqués conformes à la norme « NF Environnement » ou équivalents à condition qu'ils respectent les DTU (documents techniques unifiés).

Tout au long de l'exécution du marché, le Titulaire est tenu de porter à sa connaissance les caractéristiques techniques des produits et matériaux mis en œuvre en termes de performances énergétiques.

Ces dispositions concernent notamment, mais non limitativement :

- les isolants,
- les menuiseries intérieures,
- les appareils d'éclairage,
- les produits volatils.
- Les revêtements.

Le choix des produits associés aux travaux d'intérieur devra intégrer des caractéristiques environnementales et sanitaires. Ainsi un étiquetage sanitaire A+ au sens de l'arrêté du 19 avril 2011 est exigé. Les Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaires (FDES) si elles sont disponibles, devront être fournies au Maître d'Ouvrage comme outil d'aide au choix.

### **2.3 Perturbateurs endocriniens**

L'Assurance Maladie lance un nouveau programme d'action national de prévention en matière de perturbateurs endocriniens, le programme d'action « Zéro phtalate ».

Les perturbateurs endocriniens sont des substances susceptibles d'interférer avec le système hormonal, pouvant avoir des effets néfastes sur la santé humaine, notamment en matière de reproduction, de développement et de croissance.

Les phtalates sont utilisés majoritairement comme plastifiant. On les retrouve dans les sols en PVC, les emballages, les produits d'entretien ou de bricolage (colle, peinture...).

Le Titulaire proposera obligatoirement une alternative au produit en forte teneur de perturbateurs endocriniens.

D'autre part, le Titulaire, en respect des démarches du Maître d'Ouvrage dans ce domaine, doit tenir un rôle de conseil dans la mise en œuvre de techniques et de produits compatibles avec cette approche du développement durable et en matière de santé publique et d'environnement.

### **2.4 Diagnostic sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets**

Lorsque les consultations comportent des travaux de démolition ou réhabilitation significative de bâtiments. Le Maître d'Ouvrage et le Titulaire pourront ou devront en fonction des obligations réglementaires réaliser un diagnostic relatif à la gestion des produits, matériaux et déchets issus de ces travaux, conformément à la loi AGECE n°2020-105 du 10 février 2020 et aux décrets n°2021-821 et 822 du 25 juin 2021. Ce diagnostic fournit les informations nécessaires relatives aux produits, matériaux et déchets en vue, en priorité, de leur réemploi ou, à défaut, de leur valorisation, en indiquant les filières de recyclage recommandées et en préconisant les analyses complémentaires permettant de s'assurer du caractère réutilisable de ces produits et matériaux.

Le Titulaire est tenu de se conformer aux prescriptions de ce diagnostic. Les éventuels impacts financiers sont compris dans le prix du contrat.

## **2.5 Gestion des déchets**

Le Titulaire doit s'attacher à réduire l'impact sur l'environnement en termes de production des déchets (quantitatif et qualitatif).

Le Titulaire s'engage à cette fin, qu'aucun dépôt hors des décharges prévues à cet effet ou enfouissement d'ordures et aucun brûlage, ne serait réalisé.

Le Titulaire aura la charge de réaliser les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Tenant compte de la préoccupation environnementale exprimée par le Maître d'Ouvrage, le Titulaire doit veiller au tri des déchets en vue de leur traitement dans les filières de valorisation adaptées.

Le Titulaire devra trier les déchets issus du chantier avant de les déposer dans une décharge en fonction de leur typologie. Le Titulaire pourra localiser les sites des décharges sur le site : [www.dechets-chantier.ffbatiment.fr](http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr).

Le Titulaire communique au Maître d'Ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Afin que le Maître d'Ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le Titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Ainsi, le Titulaire remet au Maître d'Ouvrage, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le Titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas d'absence de production des éléments mentionnés précédemment, le Titulaire se voit appliquer, après mis en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché.

## **3. PROTECTION DES TRAVAILLEURS**

### **3.1 Lutte contre le travail dissimulé**

Le Titulaire est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur et être doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient.

Le Titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du Maître d'Ouvrage et de toute autre autorité compétente. Le représentant de l'acheteur peut en solliciter la production à tout moment.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

### **3.2 Protection de la main d'œuvre**

Le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

## **4. OBLIGATIONS LIEES A L'HYGIENE ET LA SECURITE**

#### **4.1 Mesures de sécurité**

Les prestations s'exécutent dans un lieu où les mesures de sécurité suivantes s'appliquent : stationnement, balisage, circulation (changement), protection, consignation (personnes habilitées), prévenir le personnel (affichage), respect du plan de prévention...

Le Titulaire doit respecter ces mesures et ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix pour ce motif.

#### **4.2 Hygiène et sécurité de chantier**

Dès le début des travaux le Titulaire est responsable et doit faire assurer l'hygiène et la sécurité du chantier, à ses frais, conformément aux règlements en vigueur, pendant la réalisation du chantier.

Les mesures à prendre en matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier doivent être conformes au décret 65-48 du 8 janvier 1965 dans sa dernière parution, à la loi du 6 décembre 1976, relative au développement de la prévention des accidents du travail, ainsi que celle du 31 décembre 1991 et art. L 230.2, aux arrêtés et décrets, ainsi qu'à la réglementation du travail en vigueur.

Interdiction formelle est faite aux ouvriers travaillant sur le chantier de faire du feu dans les locaux, dans l'emprise du chantier et de ses abords, d'utiliser les locaux en travaux ou ceux existants comme vestiaires, réserves, cantines, WC, etc... Et en aucune façon, de commettre toute action nuisible à la propreté et à l'hygiène du chantier.

Toute dégradation sera imputée au Titulaire.

L'utilisation d'amiante ou de matériaux à base d'amiante est interdite. Toute découverte d'amiante ou de matériaux à base d'amiante doit être signalée immédiatement aux différents responsables. La manipulation de ces matériaux doit être effectuée selon les décrets, arrêtés et circulaires en vigueur au moment de la découverte, notamment le décret n°96-98 du 7 février 1996, Arrêté du 14 mai 1996 modifié, Circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996, Arrêté du 6 décembre 1996, Circulaire DGS/VS3/94/n°70 du 15 septembre 1997.

#### **4.3 Travaux en hauteurs**

Les travaux en hauteur sont effectués en application des principes généraux de prévention énoncés aux articles R1111-1 à R8323-1 du Code du Travail.

Le prix des ouvrages et prestations de travaux est réputé inclure les sujétions pour travail en hauteur.

Toutefois, les dispositifs nécessaires à l'exécution des travaux en hauteur (moyens d'accès : échafaudages, nacelles, garde-corps, lignes de vie provisoires...) sont décrits indépendamment des ouvrages à exécuter dans les BPU des différentes typologies de travaux et doivent être utilisés de manière indépendante en complément des ouvrages à effectuer.

Les équipements de travail utilisés pour des travaux temporaires en hauteur doivent être conformes aux dispositions spécifiques énoncées dans la sous-section 6 du Code du Travail (décret 2004-924 du 1er septembre 2004 et sa circulaire d'application du Ministère du Travail DRT 2005/08 du 27 juin 2005).

#### **4.4 Plan de prévention**

Le Titulaire signe en début d'exécution du marché un plan de prévention général. Ce plan de prévention l'engagera sur l'ensemble des opérations qu'il sera amené à exécuter dans le cadre du présent accord-cadre.

Il aura l'obligation de mettre à jour annuellement ce plan de prévention.

Il devra également le mettre à jour toutes les fois que le Titulaire ou la maîtrise d'Ouvrage identifiera qu'il est incomplet par rapport à une opération. Le cas échéant il contactera la maîtrise d'Ouvrage pour réaliser une actualisation, la mise à jour du plan de prévention ou un plan de prévention particulier.

### **5. RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

#### **5.1 Considérations générales**

Le personnel du Titulaire appelé à intervenir sur les installations devra être Titulaire des titres d'habilitation réglementaires.

Le Titulaire devra fournir des références techniques sur les opérations réalisées dans tous les cas de figure, correspondant au présent accord-cadre.

Dans le cas de dépannage, l'intervention devra avoir lieu au plus tard dans un délai de 24 heures suivant l'appel.

2025-05 Accord cadre travaux de réaménagement intérieur et extérieur de la CPAM de Lille Douai

Le Titulaire devra prendre toutes précautions utiles afin d'éviter toutes dégradations sur les ouvrages existants. Tout dégât occasionné par le matériel ou le personnel du Titulaire sera réparé au compte du Titulaire, et plus particulièrement, bris de matériel, vitres, etc....

Le Titulaire devra prendre toutes précautions utiles pour maintenir le bon **ordre et la discipline** sur le chantier et prévenir ou supprimer tout acte de nature à troubler ce bon ordre.

Le Titulaire ne doit rien faire qui soit susceptible de **gêner ou de compromettre**, l'exécution, la coordination ou la surveillance des travaux exécutés par les diverses entreprises ou par le personnel de l'acheteur travaillant sur les mêmes chantiers que le Titulaire.

### 5.2 Consignes relatives à l'exécution des travaux

Les installations de chantier ne pourront être implantées qu'après accord préalable de l'acheteur et plus particulièrement, du Responsable adjoint de département administration générale. Le chantier du Titulaire et ses abords devront être maintenus par le Titulaire, constamment propre et en bon ordre.

Par défaut, conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le Titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier. Il supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

Le Titulaire ne doit pas toucher, sous aucun prétexte aux installations en service ou à l'arrêt ni aux ouvrages enterrés, avant d'avoir obtenu l'autorisation préalable de l'acheteur.

**Le Titulaire ayant à sa charge les mesures de sécurité de son chantier**, doit notamment installer des barrières, et signaler efficacement ses dépôts de matériaux, obstacles à la circulation, afin de prévenir les accidents.

### 5.3 Etat des lieux

Une visite d'état des lieux sera réalisée en présence d'un représentant du Maître d'Ouvrage et du Titulaire. Cet état des lieux fera l'objet d'un compte rendu circonstancié avec repérage photographique et sera établi par le Titulaire.

Ce rapport d'état des lieux, réalisé en deux exemplaires, sera signé par le Maître d'Ouvrage et le Titulaire. Chacun en conservera un exemplaire.

### 5.4 Information et conseil en cas d'identification de non-conformités

Le Titulaire au titre de son devoir d'information et conseil devra informer la maîtrise d'Ouvrage lorsqu'il constate dans le cadre de l'exécution de ses prestations l'existence de non-conformité des travaux et installation existante liée à la sécurité du bâtiment.

En l'absence d'une information préalable de ces non-conformités, il ne pourra se prévaloir de ces dernières s'il est intervenu sur ces travaux et installations.

### 5.5 Exécution des travaux

Le Titulaire doit l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement de l'opération. En aucune façon, il ne pourra se prévaloir d'un manque de précision des plans et documents divers ou pour ne pas avoir proposé ou prévu dans le prix de **caractère forfaitaire**, tout dispositif, appareil ou accessoire non mentionné ici mais nécessaire pour le bon achèvement des travaux dans le respect de la réglementation en vigueur au moment de l'exécution.

**Les percements dans les ouvrages en béton armé sont interdits sans autorisation préalable écrite du responsable adjoint du département administration générale ou de son représentant. Les fixations par pointes SPIT ou similaires sont interdites.**

Le Titulaire a la responsabilité de la conservation de ses approvisionnements, qu'ils se trouvent hors ou sur le chantier. Il garde cette responsabilité jusqu'à la réception définitive.

### 5.6 Amiante

**Avant toute intervention, une information sur la présence d'amiante devra vous être communiquée. En cas de manquement, le Titulaire devra signaler les choses à la personne en charge du suivi des travaux pour la maîtrise d'Ouvrage.**

**Si des travaux doivent être réalisés dans un environnement contenant de l'amiante, les mesures suivantes seront appliquées :**

**Réalisation d'une analyse de risque amiante avant le démarrage des travaux.**

**Mise en œuvre des procédures de sécurité strictes définies par la réglementation en vigueur pour les travaux sous-section 4.**

**Suivi par un organisme certifié pour la gestion des risques liés à l'amiante, et contrôle systématique de la qualité de l'air.**

**Au-delà de la sous-section 4, les travaux devront être suspendus jusqu'à l'intervention d'un désamianteur désigné par l'Acheteur.**

Les principes suivants seront notamment à respecter pendant l'exécution des travaux :

- Limiter au maximum la formation de poussière par l'utilisation d'outils adaptés à chaque situation de travail.
- L'utilisation d'outillage à vitesse rapide équipée d'un dispositif d'aspiration est proscrite.

### **5.7 Travaux en site occupé**

L'attention des Titulaires est attirée sur le fait que **les travaux seront très souvent réalisés en site occupé**. Ceci entraîne des gênes ou obstacles qui peuvent poser des problèmes lors de l'exécution des travaux. En effet, dans la majorité des cas, les travaux auront lieu dans des locaux encombrés ou dans lesquels sont installés des matériels fragiles et coûteux, nécessitant énormément de précautions, de soins et d'attention.

**Toute coupure sur un réseau de distribution peut entraîner de graves conséquences. Avant toute intervention, le Titulaire devra prévenir le service technique concerné afin de planifier l'intervention et d'informer les utilisateurs.**

### **5.8 Exécution des travaux bruyants ou contraignants**

Le Maître d'Ouvrage pourra demander que certains travaux bruyants ou contraignants soient exécutés en dehors des heures de fonctionnement, à l'exclusion d'interventions nocturnes.

Le Titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les riverains.

Le Titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le Titulaire est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande du Maître d'Ouvrage.

Durant l'exécution du contrat, afin de limiter toute nuisance, le Maître d'Ouvrage fixe les prescriptions complémentaires suivantes : les travaux occasionnant des nuisances devront être réalisés avant 9h et après 18h.

Le Titulaire pourra être amené sur demande du Maître d'Ouvrage d'un bilan des actions menées pour respecter les objectifs de réduction et de maîtrise des nuisances liées aux prestations du contrat.

### **5.9 Exécution des travaux insalubres**

Aucun supplément ne sera accordé pour des travaux insalubres, effectués dans des locaux encombrés ou à l'éclairage artificiel.

### **5.10 Travail nocturne et dimanche**

Des exceptions pourront être acceptées de manière exceptionnelle pour réaliser du travail nocturne, dominical et sur les jours fériés. En conséquence, le Titulaire doit disposer de toutes les autorisations légales lui permettant, le cas échéant, d'effectuer ses prestations dans le cadre du travail de nuit et du travail le dimanche (convention collective, accord d'entreprise etc...).

Les documents légaux permettant cette disposition seront à produire à l'acheteur sur simple demande et notamment dans le cadre des plans de prévention liés aux chantiers qui pourraient prévoir un tel dispositif.

### **5.11 Echafaudages et agrès**

Le Titulaire fera son affaire des échafaudages et agrès nécessaires à l'exécution des ouvrages de toute la nature dont il a la charge.

Les échafaudages et dispositifs de protections seront établis en conformité à la législation et à la réglementation.

Le Titulaire présentera une liste des agents habilités à utiliser des engins et équipements spéciaux tels que nacelles et échafaudages (décret 98-1084 du 2 décembre 1998) avant l'exécution et le démarrage du chantier.

### **5.12 Garantie de continuité des prestations**

2025-05 Accord cadre travaux de réaménagement intérieur et extérieur de la CPAM de Lille Douai

Le Titulaire s'engage à ce que son personnel et celui de ses sous-traitants chargés de la réalisation des prestations prévues au contrat disposent d'un niveau de formation et de qualification adapté aux exigences du contrat. En conséquence le Titulaire doit :

- Constituer des équipes de personnels formés et compétents ;
- Veiller et contrôler le maintien et à la disponibilité des compétences ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté ou de montée en charge.

Le Titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée du contrat. Si le taux de rotation du personnel du Titulaire exécutant les prestations lui apparaît excessif, le Maître d'Ouvrage peut demander la justification et les actions proposées afin d'en réduire le caractère excessif.

En cas d'absence, de départ ou de manque avéré de compétences d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le Titulaire doit en informer l'acheteur et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans le cas où le Titulaire fait intervenir un stagiaire, celui-ci doit disposer d'une convention de stage avec le Titulaire et une structure diplômante ainsi que d'un maître de stage désigné. Pour la réalisation des prestations les salariés du Titulaire demeurent sous la seule autorité et le pouvoir hiérarchique de leur employeur. Le Maître d'Ouvrage ne peut en aucun cas se substituer au Titulaire qui doit assumer l'ensemble de ses responsabilités et obligations d'employeur. À ce titre, le Titulaire communique au Maître d'Ouvrage l'identité du responsable hiérarchique des salariés qui réalise les prestations prévues au contrat.

### **5.13 Présence du Titulaire sur le chantier**

Pendant toute la durée des travaux, le Titulaire doit être présent sur le chantier ou être représenté par des personnes capables de le remplacer (tant au point de vue technique qu'administratif).

Avant tout commencement des travaux, le Titulaire devra faire connaître à la CPAM de Lille Douai, par écrit, la personne qualifiée pour :

- Le représenter en permanence sur le chantier,
- Recevoir valablement de l'administration toutes notes, communications,
- Signer en son nom, tous attachements et constats auxquels les travaux pourraient donner lieu.

### **5.14 Rendez-vous de chantier**

Une réunion de coordination pourra être organisée, chaque fois que le Maître d'Ouvrage le jugera utile, avec présence obligatoire du représentant du Titulaire concerné.

Il peut y déléguer à un responsable ayant le pouvoir d'engager le Titulaire et donner les ordres nécessaires, séance tenante, aux personnels sur le chantier.

S'il y a lieu, le compte-rendu de chantier établi pourra être remis directement sur le chantier.

Toute observation sur un compte-rendu doit être faite lors du rendez-vous de chantier qui suit sa diffusion ou à défaut dans la semaine qui suit sa diffusion. Dans le silence, le compte rendu est réputé accepter.

Le représentant du Maître d'Ouvrage se réserve le droit de procéder à des visites imprévisibles en dehors des visites périodiques.

### **5.15 Enlèvements des gravois**

Le Titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article 31.2 du CCAG Travaux.

Les emplacements de dépôt des déblais seront définis dans le cadre de chaque consultation.

Le Titulaire est chargé de l'enlèvement de ses gravois, dans le respect de la réglementation en vigueur sur la traçabilité, chaque fois que leur volume l'exige ainsi qu'à la demande du Maître d'Ouvrage.

Les prix devront donc tenir compte implicitement de cette obligation.

En cas de non-respect de cette obligation, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire exécuter l'enlèvement par une entreprise de son choix et d'en imputer les frais au Titulaire responsable, conformément à l'article 48 du CCAG travaux.

### **5.16 Repliement du chantier et remise en état des lieux**

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le Titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après bon de commande resté sans effet et mise en demeure par le Maître d'Ouvrage, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de quinze jours calendaires après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du Titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

#### **5.17 Nettoyages de chantier**

Le Titulaire doit le nettoyage parfait de ses différents postes de travail ainsi que des accès qu'il emprunte pour y parvenir aussitôt que nécessaire.

Le Titulaire aura à sa charge de veiller et de faire procéder au nettoyage des emprises sur le sol ainsi que des abords du chantier.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'ordonner toutes interventions dans le cas où il jugerait que l'état d'une partie ou la totalité du chantier le nécessite.

Dans l'éventualité où son ordre ne serait pas suivi d'exécution, il fera effectuer le nettoyage par toute entreprise de son choix, les frais étant imputés au Titulaire, conformément à l'article 48 du CCAG travaux.

### **6. DEGRADATIONS ET DOMMAGES**

#### **6.1 Dégradations causées aux voies publiques**

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du Titulaire.

#### **6.2 Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le Titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

### **7. OBLIGATION RELATIVES AUX DOCUMENTS DU CONTRAT**

#### **7.1 Autorisations administratives**

Conformément à l'article 31.3 du CCAG, sauf indication contraire dans le bon de commande, le Maître d'Ouvrage a la charge de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat hormis pour les autorisations de voies et réseaux.

Le Titulaire a l'obligation de fournir toutes les informations nécessaires au Maître d'Ouvrage pour qu'il puisse obtenir les autorisations administratives.

#### **7.2 Etudes d'exécution**

Le Titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ces documents sont soumis au visa du Maître d'Ouvrage avant le début du chantier. Ils doivent être livrés au Maître d'Ouvrage 5 jours avant le début des travaux ou selon le planning prévu dans le cadre de la consultation. En cas de non réception de ces documents le Maître d'Ouvrage aura la possibilité :

- d'interrompre le chantier,
- d'appliquer des pénalités de retard
- de réaliser une refaçon de prix

Celui-ci les renvoie au Titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

#### **7.3 Délais de remise des documents**

Sauf contradiction dans les documents du marché, le Titulaire dispose d'un délai maximum de 5 jour(s) à l'issue de l'exécution des prestations, pour remettre les documents ou livrables.

#### **7.4 Documents à fournir**

2025-05 Accord cadre travaux de réaménagement intérieur et extérieur de la CPAM de Lille Douai

Selon indications de l'article 29 du C.C.A.G. travaux et complétées par les modalités administratives imposées par le Maître d'Ouvrage suivantes :

Avant exécution :

- Calendrier prévisionnel d'exécution prenant en compte la contrainte de site occupé
- Méthodes, phasages, procédés et moyens mis en œuvre.
- **Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)** s'il y a lieu.
- Echantillons et fiches produits.
- Certificats et agréments des matériaux et matériels.
- Plans d'exécutions

Après exécution :

- Certificats de garantie.
- **Certificats de tenue au feu.**
- Un cahier des références précisant pour chaque équipement, matériel ou matériau fourni, les coordonnées du fournisseur et la référence du produit ainsi que la notice d'entretien.
- Tous documents constituant le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage.

Ces documents, dessinés et/ou écrits, seront fournis au Maître d'Ouvrage, en **un exemplaire**.

### **Plan de prévention**

A la notification du marché, le Titulaire doit réaliser avec le département administration générale un plan de prévention couvrant l'ensemble de leurs prestations. Le plan de prévention est établi par écrit et arrêté avant le commencement des opérations de travaux.

Ce plan est tenu, pendant toute la durée des travaux, à la disposition de l'inspection du travail, des agents de prévention des organismes de sécurité sociale et, le cas échéant, de l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

### **7.5 Documents fournis après exécution des travaux**

Conformément à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux, le Titulaire remet au Maître d'Ouvrage au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O.).

Le D.O.E. contient les plans d'exécution conformes à la réalisation, plan de recollement, synoptique de raccordement, synoptique aéraulique, les fiches et notices techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets, PV de résistance et réaction au feu.

Le D.I.U.O. rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de préciser l'ensemble de ces éléments dans le cadre de la consultation ou en cours d'exécution du chantier.

Ces documents sont remis au format électronique, dans un format exploitable par les outils bureautiques et de dessin standard. Dans certains cas spécifiques, il pourra être demandé une version papier de certains documents.

### **7.6 Déclaration des incidents survenus**

En cas d'incident ou d'accident rencontré lors de la réalisation des prestations, le Titulaire est tenu de suivre la procédure de déclaration suivante :

- Les cas qui doivent être déclarés sont ceux qui menacent la sécurité des personnes, la bonne exécution du contrat ou la réalisation des missions de service public du Maître d'Ouvrage ;
- La déclaration doit décrire les circonstances, l'analyse et les conséquences de l'incident ;
- La déclaration doit être réalisée de manière électronique et adressée au Responsable adjoint du département administration générale.

Le Maître d'Ouvrage en concertation avec le Titulaire donne les suites qui s'imposent afin de remédier aux conséquences ou réduire les causes de ces incidents.

## **8. CONTROLES, RECEPTION ET GARANTIE**

### **8.1 Contrôles et essais**

2025-05 Accord cadre travaux de réaménagement intérieur et extérieur de la CPAM de Lille Douai



Les contrôles et essais des matériels et matériaux mis en œuvre seront effectués conformément à l'article 24 du C.C.A.G. Travaux et aux définitions du R.E.E.F.

Dans le cadre du contrôle technique institué par la loi N°78.12 du 4 janvier 1978 et ses décrets d'application, les entrepreneurs devront justifier de la réalisation des essais de vérification et d'autocontrôle.

Le Titulaire s'il est convoqué devra être présent lors d'opérations d'essais et de contrôles des Ouvrages. A défaut, il s'expose à des pénalités d'absence. En cas d'absence du Titulaire, le Maître d'Ouvrage aura la possibilité de poursuivre la réalisation des opérations d'essais et de contrôles.

En dehors des essais obligatoires, des essais spéciaux demandés par le Maître d'Ouvrage pourront également être effectués soit en règle générale :

- Tous les équipements d'ordre mécanique ou électronique feront l'objet d'essais avant réception.
- Des essais complémentaires peuvent être demandés en cours de travaux ou à leur réception.

Les frais des essais sont à la charge du Titulaire.

### **8.2 Vérification quantitative**

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont réalisées conformément à l'article 25 du C.C.A.G. Travaux.

### **8.3 Réception**

Toute réception pourra être prononcée avec des réserves portant sur des imperfections mineures dont la reprise sera effectuée par le Titulaire dans un délai qui sera défini d'un commun accord et consigné sur le procès-verbal de réception.

La remise à jour de tous les plans et documents de l'installation (DOE) s'effectuera dans les 15 jours calendaires suivants la fin des travaux.

Un organisme de contrôle agréé, choisi par le Maître d'Ouvrage pourra effectuer des mesures et valider la qualité des produits et/ou des matériaux employés.

Lors de la réception, le Titulaire devra impérativement fournir les documents précisés aux articles 7.4 et 7.5 du présent C.C.T.C. selon les opérations.
--